

Retraites : comme un air de déjà-vu

La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a prévenu dimanche dernier : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Revoilà le conseil d'orientation des retraites (l'effrayant COR !) qui sort du bois pour simuler un déficit terrible... en 2020 ! Et qui propose les « pistes » habituelles : nous faire travailler plus longtemps, augmenter les cotisations et baisser nos pensions.

De leur côté, le Medef et les directions syndicales, les « partenaires sociaux », qui décidément s'entendent comme larrons en foire, devraient annoncer cette semaine un accord sur les retraites complémentaires : elles ne seront tout bonnement plus indexées sur l'inflation !

Un gouvernement au service des patrons

Si rien n'est fait, le déficit des caisses de retraite sera de 20 milliards en 2017, nous disent les « experts » appointés par le gouvernement. 20 milliards ! Soit le montant du crédit d'impôts aux entreprises voté en décembre dernier par l'assemblée nationale socialiste... Une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. Sans même parler des multiples exonérations de charges patronales qui à elles seules expliquent l'intégralité du « trou de la sécu ».

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. En témoignent les profits des entreprises du CAC 40, publiés cette semaine. Les « réserves de cash » des multinationales atteignent des records historiques : Total, à lui seul, est assis sur un tas d'or de 18 milliards d'euros, immédiatement disponible.

Mais, toute honte bue, le gouvernement n'hésite pas à faire les poches aux salariés et aux retraités pour combler les trous creusés par sa politique d'aide aux plus fortunés.

Retour vers le futur

Les ministres et autres ténors socialistes, reprennent les vieux disques rayés... de Sarkozy, qui avait déjà commis une énième réforme contre les retraites en

2010. L'espérance de vie augmente, ma bonne dame, il faut donc travailler plus. Et cotiser plus. Et gagner moins, à la retraite comme dans la vie active.

Mais que pèse l'augmentation de l'espérance de vie, de quelques mois toutes les décennies, par rapport à l'explosion du chômage qui atteint 10,6% de la population active et réduit d'autant le nombre des cotisants qui alimentent les caisses de retraite ? A qui la faute, sinon aux patrons qui licencient massivement et vident des usines entières comme celle de PSA à Aulnay-sous-Bois ou de Goodyear à Amiens-Nord ?

Le chômage fait aussi pression sur ceux qui ont un emploi, en les poussant à accepter des salaires de plus en plus bas. Un chantage patronal qui prend aujourd'hui le nom d'« accord compétitivité-emploi » et que les socialistes souhaitent inscrire dans la loi. Un nouveau manque à gagner pour les caisses de retraite, puisque les cotisations sont proportionnelles aux salaires.

Sauvons-nous nous-mêmes !

Interdiction des licenciements, partage du travail entre tous jusqu'à l'extinction du chômage, augmentation des salaires de 300 euros par mois, voilà les mesures qui peuvent réellement « sauver les retraites ». Ce sont donc les ouvriers de PSA, en grève depuis huit semaines pour garder leur emploi, ou ceux de Goodyear, qui font le véritable « effort » pour sortir de l'ornière de l'austérité généralisée. Et c'est Valls qui leur envoie les CRS.

Licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La boucle est bouclée. Au moins, les choses sont claires. Face au patronat et au gouvernement, pour stopper cette politique d'appauvrissement généralisé, il va falloir s'y mettre tous ensemble.

- **Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !**
- **Pas touche à nos retraites !**

Retraités, salariés, chômeurs, même combat contre le gouvernement et les patrons casseurs d'usines et tueurs d'emplois !

Contre les accords de la honte avec le Medef

Mardi 5 mars, nous étions appelés à débrayer à midi, puis nous sommes partis au changement d'équipe à une quarantaine à la manifestation.

Les grévistes d'Air France et d'Aulnay ouvraient la marche. Nous avons défilé avec nos camarades d'Aulnay. Très contents de la journée, un certain nombre d'entre nous demandent déjà quand sera la suite.

La voie est tracée

Jeudi dernier, les grévistes d'Aulnay sont allés à une centaine à un rassemblement au fret à Air France. Depuis trois semaines, les travailleurs du fret sont en lutte contre la modification de leurs rythmes de travail, liée au plan Transform 2015 qui prévoit 5 000 suppressions de postes. Des salariés d'autres entreprises étaient également présents : Aéropiste, Servair, sous-traitants d'Air France, Presstalis, une délégation de DMI, fonderie de Vaux dans l'Allier qui est en liquidation.

Dans les interventions tous réclamaient des actions communes le plus rapidement possible, et pourquoi pas dès cette semaine. Tous affirmaient qu'il y avait là une cause commune, et qu'il fallait s'y mettre tous ensemble.

Au QG des patrons voyous

Après s'être fait claquer la porte au nez à l'Hôtel de Ville de Paris, 48h ont suffi aux grévistes d'Aulnay pour en tirer les leçons : vendredi ils ont réussi à investir les locaux de l'UIMM. Dans ce parlement des patrons de la métallurgie, où ils élaborent leur politique anti-ouvrière, des siècles d'exploitation leur ont permis d'accumuler un luxe incroyable, que les grévistes pu apprécier pendant 5 heures ! Ils sont sortis en manifestant au slogan de « on est des ouvriers, pas des casseurs, les casseurs, c'est les patrons ! »

Un petit tour et puis s'en va

Le directeur du site de Saint-Ouen a fait le tour de toute l'usine vendredi dernier. Il est passé un peu partout, en LDD, en logistique, au ferrage, carnet et stylo à la main, en nous demandant si tout allait bien.

C'est bien la première fois qu'il fait mine de se préoccuper de nous. Craindrait-il un coup de colère ? Il a toutes les raisons de le penser.

9 semaines de grève !

Le 28 février, les grévistes d'Aulnay ont organisé le versement de la première paye de grève. 800 € pour ceux qui avaient fait 4 semaines de grève, ça ne compense pas tout à fait la perte de salaire mais ça a renforcé l'enthousiasme des grévistes. Et les collectes continuent car les caisses sont à nouveau vides.

Samedi dernier plus de 9000 € ont été récoltés au péage de Fontainebleau. Malgré toutes les calomnies de PSA la grève tient bon, en partie parce que la solidarité de la population reste intacte !

Attaque locale, menace globale

A PSA Caen, un accord local a été récemment signé, qui prévoit une baisse du temps de travail accompagnée d'une baisse de salaires : jusqu'à - 25 € pour les salariés en équipe et - 40 € pour la nuit pour 3h 30 en moins par mois. Sous prétexte de baisse des ventes, chaque site sera soumis au même chantage, c'est à cela que les accords signés avec le Medef ouvrent la voie.

Accords qui n'engagent que ceux qui les signent

8 250 suppressions de postes, augmentation de 6,5 % du temps de travail annuel, suppressions de RTT, gel des salaires, mobilité géographique... Les accords de compétitivité Renault constituent une attaque en bonne et due forme contre tous les salariés. Certains syndicats sont prêts à les signer.

Mais ce n'est pas parce qu'ils vont à la niche que les salariés les suivront.

Valls, bon petit soldat du capital

Suite au CCE de Goodyear qui a entériné jeudi dernier la fermeture du site d'Amiens Nord, Valls, l'air martial, a promis des « poursuites ». Pas contre les patrons licencieurs, mais contre les salariés qui se battent depuis six ans pour leur emploi et ont eu l'outrecuidance de lancer de la peinture sur les CRS et de brûler des pneus... qu'ils produisent encore.

Face à la véritable guerre sociale que les patrons nous mènent, les ouvriers de Goodyear ont bien raison de laisser éclater leur colère et de montrer les dents.

Égypte : La colère monte à Port-Saïd

Il y a un an, à l'issue d'un match de foot opposant l'équipe du Caire à celle de Port-Saïd, des bousculades avaient provoqué la mort de 73 personnes. Alors que la justice égyptienne condamne 21 supporters de l'équipe de Port-Saïd à la peine de mort, des manifestations de colère ont éclaté. Les manifestants dénoncent le verdict, jugé trop clément envers les policiers, pour la plupart acquittés. Ils tiennent pour responsables, ainsi que Morsi et son gouvernement.

La contestation contre le pouvoir islamiste continue de s'exprimer en Égypte. Elle seule pourra triompher de ceux qui n'hésitent pas à faire appel à l'armée, comme à Port-Saïd, pour la réprimer.